



1188 Gimel, le 5 septembre 2011

**MUNICIPALITE
DE
GIMEL**

PREAVIS MUNICIPAL No 4-2011

présenté au Conseil Communal de Gimel, en sa séance du 28 septembre 2011

Objet : Détermination des compétences, de la Municipalité pour la législature 2011 - 2016

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

PREAMBULE

En ce début de législature, il nous apparaît judicieux que votre Conseil accorde à nouveau à la Municipalité certaines compétences afin de faciliter la gestion du ménage communal et d'éviter des tracasseries administratives. Se fondant sur les dispositions de la loi sur les communes du 28 février 1956, sur le règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des communes et sur les dispositions des articles 17, 81 et 82 du Règlement du Conseil communal, la Municipalité sollicite de votre Conseil l'octroi de diverses autorisations, à savoir :

1. Une autorisation générale pour statuer sur les aliénations et les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières dans une limite maximum de Fr. 80'000.- par cas, charges éventuelles comprises.
2. Une autorisation d'engager des dépenses hors budget ou imprévisibles et exceptionnelles jusqu'à concurrence de Fr. 80'000.- par cas. Dans l'interprétation de ces dispositions, la Municipalité considère deux domaines d'application :
 - Les dépassements de crédit touchant les postes du budget de fonctionnement
 - Les cas d'interventions d'urgence hors budget.
3. Toutes les compétences pour statuer lors de constitutions de servitudes sur propriété communale, droits de passage, de canalisations ou d'installations de lignes et d'inscription au Registre Foncier.

4. Une autorisation générale de plaider.
5. La Municipalité sollicite ces délégations de pouvoirs et autorisations générales pour la durée de la présente législature qui se terminera le 30 juin 2016. Constatant toutefois que les nouvelles autorisations sont accordées par le Conseil communal dans les 3 à 6 premiers mois de la législature suivante, la Municipalité vous propose, comme il y a 5 ans, de prolonger la validité de ces autorisations de 6 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Cette solution permet d'éviter qu'une période de quelques mois au début de chaque législature ne soit pas couverte par ces autorisations.

CONCLUSIONS

Ainsi et comme mentionné plus haut, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

- vu le préavis municipal n° 04-2011, relatif à la détermination des compétences,
- ouï le rapport de la Commission chargée d'étudier cet objet
- attendu que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

de voter le décret suivant :

Le conseil communal décide :

- 1) D'accorder à la Municipalité une autorisation générale pour statuer sur les aliénations et les acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières dans une limite maximum de Fr. 80'000.-- par cas, charges éventuelles comprises.
- 2) D'accorder à la Municipalité une autorisation, dans le cadre du budget de fonctionnement, à engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles jusqu'à concurrence de Fr. 80'000.- par cas.
- 3) D'accorder à la Municipalité toutes les compétences pour statuer lors de constitutions de servitudes sur propriété communale, droits de passage, de canalisations ou d'installations de lignes et d'inscription au Registre Foncier.
- 4) D'accorder à la Municipalité une autorisation générale de plaider, tant comme défenderesse que comme demanderesse, devant toutes instances judiciaires et dans tous les domaines du droit, quelle que soit la valeur pécuniaire litigieuse de la procédure en cause.
- 5) D'accorder à la Municipalité l'ensemble de ces délégations de compétences et pouvoirs spéciaux pour la durée de la législature 2011 - 2016 et d'en prolonger la validité jusqu'au 31 décembre 2016.

Ainsi délibéré en séance ordinaire de la Municipalité le 30 août 2011.

Au nom de la Municipalité :

Sylvie Judas
Syndique

Marlène Pasche
Secrétaire municipale